

L'équilibre des retraites privées retardé de 20 ans

Posté le : 20 juin 2017 14:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale

« L'équilibre des retraites repoussées de 20 ans ». Il n'aura pas fallu deux jours pour que la réalité, tranquillement cassée sous le tapis depuis tant de mois, fasse sa réapparition. Ce n'est pas rien de repousser de 20 ans l'équilibre d'un système qui devrait être systématiquement équilibré (c'est le propre des systèmes de répartition). Naturellement, ces informations ne tiennent pas compte des retraitées publiques payées par l'impôt et pour lesquelles aucune provision n'a jamais été faite, et dont l'engagement n'est jamais compté dans les dettes. Si la fusion des régimes de retraites être mise en œuvre, l'équilibre des comptes devrait être renvoyé quelque part entre 2 100 et 2 150.

Pleurons le destin des retraités privés français qui vont voir leur CSG croître de 12 à 15 %, en même temps que l'inflation, qui repart, va éliminer près de 2 % de leur pouvoir d'achat.

La bonne solution aurait été, naturellement, d'imposer la retraite pour tous à 65 ans avec 45 ans de cotisation pour disposer du taux plein. De même il fallait supprimer l'ineptie de la pénibilité.

Dans le même temps les premières indications montrent que les comptes publics de 2017 seront profondément dégradés et les engagements européens de la France non tenus à nouveau. La seule solution ayant des résultats à court et à moyen termes est de monter le temps de travail des fonctionnaires et agents publics aux valeurs constatées dans le privé, sans augmentation de rémunération, en commençant à freiner durement les dépenses de personnel, en réduisant le champ de l'action de l'État et en bloquant largement les recrutements.

Le nouveau gouvernement a annoncé qu'il ne ferait pas de collectif budgétaire comptant sur la hausse massive de la CSG et des meilleurs rendements de la CSG et de la TVA grâce à la reprise légère qui se confirme.

Quiconque ouvre les yeux voit que l'inaction actuelle est une non politique.

Tout cela ressemble farouchement aux premiers pas de M. Hollande : compter sur la reprise et la hausse des impôts et ne faire aucune réforme qui fâcherait la haute et basse fonctions publiques.

La procrastination commence en même temps que le retour aux réalités.